

L'UE interdit à la France d'interdire le mot « steack » pour une préparation végétale

écrit par Liliane Messika | 9 octobre 2024



1747 x 2400



L'UE interdit aux Français de parler à leur guise de la faim des Français

Foin de l'Académie française, la Cour européenne de Justice s'estime compétente pour juger du vocabulaire de la langue d'un pays membre, le nôtre en l'occurrence.

Il est interdit d'interdire le steak

On n'est plus chez nous, ça fait longtemps qu'on le sait. Mais les avis divergent sur la longueur de ce temps : les uns situent son origine en 2005 avec l'enfumage des 54,68% de Français qui avaient voté « NON » au référendum européen.

D'autres remontent à 2004, qui a vu la naissance et

l'enterrement du rapport Obin[1] sur la laïcité à l'école abandonnée au profit de la misogynie et de l'antisémitisme, voire à 2002, date de la publication des *Territoires perdus de la République*[2]...

Les plus anciens rappellent que depuis le joli mois de mai 1968, il est devenu normal d'interdire toute interdiction à une catégorie de la population, sous peine d'être lapidé socialement avec des insultes ramassées sous les pierres du fantasme d'« extrême-droite ».

Qu'importe la fiction puisqu'il en est résulté l'ivresse du pouvoir de l'UE, sous la forme d'une pathologie auto-immune contractée par les pays démocratiques qui n'avaient pas reçu le vaccin URSS.

C'est ainsi que le régime des Parisiens, des Lisboètes et des Stockholmois est décidé à Bruxelles, quels que soient leurs goûts, leurs dégoûts et leurs allergies.

La *Bruxellose* se transmet par un tour de passe-passe

Dans un arrêt du 4 octobre 2024, la CJUE estime que, à défaut d'adopter une dénomination légale spécifique à une denrée, il est interdit à un État d'interdire l'utilisation de termes désignant le produit.

Qu'est-ce que cela veut dire et en quoi cela concerne-t-il nos estomacs ? C'est simple : *steak*, nous explique le Larousse, est un synonyme de *bifteck*, nom masculin, qui vient de l'anglais *beefsteak*, tranche de bœuf. Pour les oreilles et les estomacs français, un **steak est donc une tranche de bœuf destinée à la grillade**[3].

C'est pourquoi, dans sa grande sagesse, notre pays avait interdit de vendre des « steaks végétaux » ou du « bacon végétarien », de crainte d'induire les consommateurs en erreur.

Il fut un temps où Bruxelles bruxellait, mais aujourd'hui la capitale européenne n'excelle plus qu'à interdire d'interdire.

Peu lui chaut que le décret interdisant aux fabricants de substituts végétaux à la viande d'utiliser les mots « steak », « escalope » ou « jambon » ait été pris pour apaiser la colère des agriculteurs, déjà en voie de disparition. **Désormais, nos éleveurs peuvent crever d'inanition grâce à l'inanité d'un tour de passe-passe européen**[\[4\]](#). Nous devons manger des escalopes de soja, des fromages d'algues et des saucisses de tofu.

Pour mémoire, la même Cour de justice autorise déjà l'appellation « lait » pour des jus divers (soja, avoine, sarrasin, riz...). Un nourrisson belge à qui ses parents croyaient donner des biberons de lait en est mort. La CJUE n'a pas été condamnée, mais les parents, si[\[5\]](#).

Si un steak peut être végétal, alors...

Qu'est-ce qui empêchera du boudin de pomme d'être vendu au rayon des fruits et légumes, du lait de poule d'être présent au rayon végane et une gravure représentant des crétins des Alpes[\[6\]](#) de figurer sur une publicité pour du sel iodé bio ?

Le fait est qu'aujourd'hui, le planning familial prétend qu'un homme peut être enceint[\[7\]](#), LFI fête un conglomérat sadique de tueurs en série comme un symbole de Résistance[\[8\]](#), des militants soumis à une idéologie mortifère et à un despote atrabilaire s'autoproclament Insoumis[\[9\]](#), un pays victime de tentatives génocidaires est accusé de génocide[\[10\]](#) et deux proto-États privés d'élections respectivement depuis 2005 et 2007 sont reconnus comme un seul État démocratique par plusieurs pays européens[\[11\]](#) ?

Une basse-cour de justice pour juger la Haute-Cour

Les instances suprêmes chargées de prononcer la justice cooptent en leur sein pas mal de paons, dont les décisions transforment les citoyens en dindons de farces vécues comme autant de tragédies.

Si ces juges étaient eux-mêmes passibles de sanctions par le tiers-État, il y a fort à parier que leurs jugements s'inspireraient plus de l'esprit de la Loi que de sa déformation idéologique.

Une Basse Cour composée exclusivement de citoyens, mandatée pour sanctionner les magistrats dont les jugements ont entraîné des catastrophes, ça aurait de la gueule.

On l'appellerait OQTF : **Ordre des Questeurs Tarifant les Fautes et celui-là, au moins, serait respecté !**

Liliane Messika – 8 octobre 2024

[\[1\]](#) Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires, juin 2004.

[\[2\]](#)

www.amazon.fr/territoires-perdus-R%C3%A9publique-Emmanuel-Brenner/dp/2818504821/

[\[3\] www.larousse.fr/dictionnaires/francais/bifteck/9207#](http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/bifteck/9207#)

[\[4\]](#)

www.lemonde.fr/planete/article/2024/10/04/steak-vegetal-la-justice-europeenne-contredit-l-interdiction-par-la-france-de-l-appellation_6343641_3244.html

[\[5\]](#)

www.leparisien.fr/faits-divers/mort-d-un-bebe-nourri-au-lait-vegetal-les-parents-condamnes-a-de-la-prison-avec-sursis-14-06-2017-7051173.php

[\[6\]](#)

www.nationalgeographic.fr/histoire/qui-etaient-vraiment-les-crotesins-des-alpes

[\[7\]](#)

www.lemonde.fr/societe/article/2022/08/22/le-planning-familial-critique-pour-une-affiche-avec-un-homme-transgenre-enceinte-la-ministre-isabelle-rome-apporte-son-soutien-a-l-association_6138691_3224.html

[\[8\]](#)

www.lemonde.fr/politique/article/2023/10/18/daniele-obono-qualifie-le-hamas-de-mouvement-de-resistance-gerald-darmanin-saisit-la-justice-pour-apologie-du-terrorisme_6195084_823448.html

[\[9\]](#)

<https://lafranceinsoumise.fr/2024/07/02/nous-sommes-la-nouvelle-france-le-clip-de-la-france-insoumise/>

[\[10\]](#)

www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/israel-accuse-de-genocide-ce-que-contient-la-decision-de-la-cour-internationale-de-justice-AFIWSRHKNFDSVBWNL2PHM2F3DU/

[\[11\]](#)

www.rfi.fr/fr/europe/20240528-reconnaissance-de-l-%C3%A9tat-palestinien-l-union-europ%C3%A9enne-divis%C3%A9e-sur-la-question